



BOÎTE À OUTILS À L'USAGE DES RESPONSABLES GOUVERNEMENTAUX

*INSPIRER UNE ACTION CLIMATIQUE URGENTE, SAINTE,
ÉQUITABLE ET DISPONIBLE À GRANDE ÉCHELLE*

130 Conclusions du Groupe d'experts
intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

6^{ème} cycle d'évaluation

Édité par
Lindsey Fielder Cook, Alana Carlson et Anna Aguto
Traduction de l'anglais par Carole Salas
Édition 2024

BIENVENUE

Cette publication a été rédigée dans le but d'aider les responsables gouvernementaux - aux niveaux local, régional et national – soucieux de l'impact des effets du changement climatique sur leur population, leur pays et la planète.

Cet ouvrage s'adresse également aux personnes qui souhaitent agir ou recherchent une action courageuse de la part de leurs gouvernements ou de leurs communautés. Nous pensons que chacun et chacune devrait avoir facilement accès aux données scientifiques présentées à nos gouvernements.

Cette boîte à outils destinée aux responsables gouvernementaux est la dernière d'une série réalisée par le Bureau Quaker auprès des Nations Unies (QUNO). Elle contient des citations directes du 6^{ème} rapport d'évaluation (AR6) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et des rapports spéciaux qui en découlent. Le cycle du rapport AR6 s'est achevé en 2023, a pris plus de sept ans et impliqué des centaines de scientifiques dans le monde entier (la plupart apportant leur aide bénévolement) pour rassembler les résultats de plus de 14 000 articles scientifiques.

Le 6^{ème} rapport d'évaluation du GIEC a constaté que des options urgentes, réalisables et équitables sont déjà disponibles à court terme pour lutter contre le changement climatique et améliorer le bien-être de l'homme et la santé de la planète. Pourtant, la volonté politique et le soutien financier restent insuffisants.

Les résultats scientifiques cités dans cette boîte à outils sont tous référencés dans les rapports du GIEC envoyés et approuvés par nos gouvernements. Nos décideurs ont pour responsabilité de transformer sagement les causes profondes afin de protéger les plus vulnérables et toutes les générations futures des taux catastrophiques d'augmentation de la température mondiale.

À PROPOS DE QUNO

Cette année, QUNO a célébré sa 75^{ème} année de soutien à la paix et à la justice aux Nations Unies. Notre programme climat travaille dans le cadre des négociations internationales sur le climat, du Conseil des droits de l'homme, du GIEC et de la communication des conclusions scientifiques du GIEC. Nous pensons que tout le monde devrait avoir un accès facile à ces informations. Nous espérons que cette boîte à outils contribuera à autonomiser les gens et à renforcer la volonté politique de mettre en œuvre des politiques saines, réelles et fondées sur les droits qui aident à transformer les causes profondes du changement climatique et des crises planétaires qui y sont liées.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Lindsey Fielder Cook à l'adresse suivante : lfcook@quno.ch

TABLE DES MATIÈRES

LES CAUSES PROFONDES	05
LES CONSÉQUENCES	06
SAUVER LA NATURE et DES VIES HUMAINES	08
LES TRANSFORMATIONS NÉCESSAIRES	10
ÉNERGIE - DURABLE et PROPRE	11
TERRE et ALIMENTATION - DURABLES et RÉPARATRICES	12
SYSTÈMES ÉCONOMIQUES - DURABLES et ÉQUITABLES	14
La RELIANCE comme un DANGER	17
PROTÉGER LA SANTÉ grâce à L'ACTION CONTRE	
LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	20
DES POLITIQUES CLIMATIQUES RÉUSSIES ET SOUTENUES	
PAR LES CITOYENS ET LES CITOYENNES	20
ARGENT et POUVOIR	23
LES POLITIQUES	25
BIBLIOGRAPHIE	27

« Les preuves scientifiques cumulées sont sans équivoque : le changement climatique est une menace pour le bien-être humain et la santé de la planète (niveau de confiance très élevé). Tout retard supplémentaire dans l'action mondiale concertée et anticipative en matière d'adaptation et d'atténuation fera manquer une occasion brève et éphémère d'assurer un avenir viable et durable pour tous et toutes. »¹

¹ IPCC, 2023: Sections. In: *Climate Change 2023: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Core Writing Team, H. Lee and J. Romero (eds.)]. IPCC, Geneva, Switzerland, p. 89, https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_FullVolume.pdf.



LES CAUSES PROFONDES

« Il est clair que l'influence humaine a réchauffé l'atmosphère, les océans et les terres. Des changements rapides et généralisés se sont produits dans l'atmosphère, l'océan, la cryosphère et la biosphère. »²

« En 2019, les concentrations de CO₂ dans l'atmosphère étaient plus élevées que jamais depuis au moins 2 millions d'années (*niveau de confiance élevé*), et les concentrations de CH₄ (méthane) et de N₂O (oxyde nitreux) étaient plus élevées que jamais depuis au moins 800 000 ans (*niveau de confiance élevé*). »³

« Le changement climatique induit par l'homme est la conséquence de plus d'un siècle d'émissions nettes de GES provenant d'une utilisation non durable de l'énergie, de l'utilisation des terres et des changements d'affectation des terres, du mode de vie et des modes de consommation et de production. En l'absence de mesures d'atténuation urgentes, efficaces et équitables, le changement climatique menace de plus en plus la santé et les moyens de subsistance des populations du monde entier, la santé des écosystèmes et la biodiversité (*niveau de confiance élevé*). »⁴

« D'ici 2019, la plus forte croissance des émissions absolues concerne le CO₂ provenant des combustibles fossiles et de l'industrie, suivi du CH₄, tandis que la plus forte croissance relative concerne les gaz fluorés, à partir des faibles niveaux de 1990 (*niveau de confiance élevé*). »⁵

« Les émissions nettes historiques cumulées de CO₂ de 1859 à 2019 ont été de 2400 ±240GtCO₂. Sur ce total, plus de la moitié (58 %) s'est produite entre 1850 et 1989, et environ 42 % entre 1990 et 2019. »⁶

² IPCC, 2021: Summary for Policymakers. In: *Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA, p. 4, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WGI_SPM_final.pdf.

³ Ibid, 8.

⁴ IPCC, 2022: Summary for Policymakers. In: *Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA. p. 40, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/downloads/report/IPCC_AR6_WGIII_SummaryForPolicymakers.pdf.

⁵ Ibid., 6.

⁶ IPCC, 2023: Sections. In: *Climate Change 2023: Synthesis Report*. p. 44, https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_FullVolume.pdf.

LES CONSÉQUENCES

« La température à la surface du globe (indiquée sous forme d'anomalies annuelles par rapport à une base 1850-1900) a **augmenté d'environ 1,1°C depuis la période 1850-1900.** »⁷

« Les trajectoires modélisées compatibles avec la poursuite des politiques mises en œuvre à la fin de 2020 **conduisent à un réchauffement planétaire de 3,2 [2,2-3,5]°C** (fourchette de 5 à 95 %) d'ici à 2100 (*niveau de confiance moyen*). »⁸

« La meilleure estimation pour atteindre un réchauffement global de 1,5°C se situe dans la première moitié des années 2030 dans la plupart des scénarios envisagés et des voies modélisées. »⁹

« À des niveaux de réchauffement plus élevés, les pertes et dommages augmenteront et d'autres systèmes humains et naturels atteindront leurs limites d'adaptation. »¹⁰

« Le réchauffement planétaire de 2°C sera dépassé au cours du 21^{ème} siècle, à moins que des réductions importantes des émissions de CO2 et d'autres GES n'aient lieu au cours des prochaines décennies. »¹¹

« Des niveaux de température > 4°C peuvent résulter de scénarios d'émissions très élevés, mais aussi de scénarios d'émissions plus faibles si la sensibilité du climat ou les rétroactions du cycle du carbone sont plus élevées que la meilleure estimation. »¹²

« De nombreux risques liés au climat sont jugés plus élevés que dans les évaluations précédentes, et les impacts prévus à long terme sont jusqu'à plusieurs fois plus élevés que ce qui est actuellement observé. »¹³

« À chaque augmentation du réchauffement, les impacts et les risques du changement climatique deviendront de plus en plus complexes et difficiles à gérer... En outre, de multiples facteurs de risque climatiques et non climatiques, tels que la perte de biodiversité ou les conflits violents, interagiront, ce qui entraînera une aggravation du risque global et des risques en cascade dans les secteurs et les régions. »¹⁴

« Il est pratiquement certain que les extrêmes de chaleur (y compris les canicules) sont devenus plus fréquents et plus intenses dans la plupart des régions sur terre depuis les années 1950. »¹⁵

⁷ Ibid., 43.

⁸ Ibid., 68.

⁹ Ibid.

¹⁰ Ibid., 78.

¹¹ Ibid., 68.

¹² Ibid., 63, footnote 106.

¹³ Ibid., 68.

¹⁴ Ibid., 72.

¹⁵ Ibid., 46.

« Dans toutes les régions, l'augmentation des épisodes de chaleur extrême a entraîné une mortalité et une morbidité humaines (*niveau de confiance élevé*). »¹⁶

« D'après plusieurs sources de données, la stratification des couches supérieures de l'océan (quasi-certaine), l'acidification des océans (quasi-certaine) et leur désoxygénation (très probable) continueront d'augmenter au cours du XXI^e siècle, à des rythmes qui dépendront des émissions futures. »¹⁷

« L'augmentation des émissions de gaz à effet de serre entraîne une élévation plus importante et plus rapide du niveau de la mer, exigeant des réponses plus précoces et plus vigoureuses, et réduisant la durée de vie de certaines options. »¹⁸

« Des centaines de pertes locales d'espèces ont été provoquées par l'augmentation de l'ampleur des extrêmes thermiques (*niveau de confiance élevé*), des événements de mortalité massive sur terre et dans l'océan (*niveau de confiance élevé*) et la disparition des forêts de laminaires (*niveau de confiance élevé*). Certaines pertes sont déjà irréversibles... »¹⁹

« L'augmentation des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes a exposé des millions de personnes à une insécurité alimentaire aiguë et à une diminution de la sécurité de l'eau, les impacts les plus importants étant observés dans de nombreux endroits et/ou communautés en Afrique, en Asie, en Amérique centrale et du Sud, dans les PMA, les petites îles et l'Arctique, ainsi que pour les petits producteurs de denrées alimentaires, les ménages à faible revenu et les populations autochtones au niveau mondial (*niveau de confiance élevé*). »²⁰

« Il est très probable que la circulation méridienne de renversement de l'Atlantique s'affaiblisse au cours du XXI^e siècle pour tous les scénarios envisagés (*niveau de confiance élevé*), mais on ne s'attend pas à un effondrement brutal avant 2100 (*niveau de confiance moyen*). Si un tel événement de faible probabilité devait se produire, il entraînerait très probablement des changements brusques dans les régimes météorologiques régionaux et le cycle de l'eau, tels qu'un déplacement vers le sud de la ceinture des pluies tropicales, et des impacts importants sur les écosystèmes et les activités humaines. »²¹

¹⁶ Ibid., 50.

¹⁷ IPCC, 2021: *Summary for Policymakers*. In: *Climate Change 2021: The Physical Science Basis*. p. 21, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WGI_SPM_final.pdf.

¹⁸ IPCC, 2023: Sections. In: *Climate Change 2023: Synthesis Report*. p. 80, https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_FullVolume.pdf.

¹⁹ IPCC, 2022: *Summary for Policymakers*. In: *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*, p. 9, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_SummaryForPolicymakers.pdf.

²⁰ IPCC, 2023: Sections. In: *Climate Change 2023: Synthesis Report*. p. 50, https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_FullVolume.pdf.

²¹ Ibid., 78.

« Les impacts économiques attribuables au changement climatique affectent de plus en plus les moyens de subsistance des populations et ont des répercussions économiques et sociétales au-delà des frontières nationales (*niveau de confiance élevé*). »²²

« Par exemple, les changements au niveau de la couverture neigeuse, la glace des lacs et des rivières et le pergélisol dans de nombreuses régions de l'Arctique nuisent aux moyens de subsistance et à l'identité culturelle des habitants de l'Arctique, y compris des populations autochtones (*niveau de confiance élevé*). »²³

« La vulnérabilité est plus élevée dans les endroits où sont observés la pauvreté, des problèmes de gouvernance et un accès limité aux services et ressources de base, des conflits violents et des niveaux élevés de moyens de subsistance sensibles au climat (par exemple, les petits exploitants agricoles, les éleveurs, les communautés de pêcheurs) (*niveau de confiance élevé*). »²⁴

SAUVER LA NATURE et DES VIES HUMAINES

« L'adaptation et la capacité d'adaptation de certains systèmes humains et naturels sont limitées à un réchauffement de la planète de 1,5°C, et les pertes et dommages augmenteront à mesure que le réchauffement s'accroît. »²⁵

« Les risques associés à des événements singuliers à grande échelle ou à des points de basculement, tels que l'instabilité de la calotte glaciaire ou la perte d'écosystèmes dans les forêts tropicales, passent à un risque élevé entre 1,5°C et 2,5°C (*niveau de confiance moyen*) et à un risque très élevé entre 2,5°C et 4°C (*niveau de confiance faible*). »²⁶

« Si le réchauffement de la planète atteint 3°C, les risques supplémentaires dans de nombreux secteurs et régions atteignent des niveaux élevés ou très élevés, impliquant des impacts systémiques généralisés, des changements irréversibles et de nombreuses limites d'adaptation supplémentaires (*niveau de confiance élevé*). »²⁷

²² Ibid., 51.

²³ Ibid.

²⁴ Ibid.

²⁵ Ibid., 97.

²⁶ Ibid., 77.

²⁷ Ibid., 71.

« Un réchauffement de la planète de 4°C et plus devrait avoir des répercussions considérables sur les systèmes naturels et humains (*niveau de confiance élevé*). »²⁸

« La sauvegarde de la biodiversité et des écosystèmes est fondamentale pour un développement résilient au climat, mais la biodiversité et les services écosystémiques ont une capacité limitée à s'adapter aux niveaux croissants de réchauffement de la planète, ce qui rend le développement résilient au climat progressivement plus difficile à réaliser au-delà d'un réchauffement de 1,5°C (*niveau de confiance élevé*). »²⁹

« Le dépassement de 1,5°C augmente les risques d'impacts graves, tels que l'augmentation des incendies de forêt, la mortalité massive des arbres, l'assèchement des tourbières, le dégel du pergélisol et l'affaiblissement des puits de carbone terrestres naturels. Ces impacts pourraient augmenter les rejets de GES, ce qui rendrait plus difficile l'inversion de la température (*niveau de confiance moyen*). »³⁰

« Retarder l'action... pourrait conduire à des émissions supplémentaires substantielles de GES provenant des écosystèmes, ce qui accélérerait le réchauffement de la planète. »³¹

« Sans une atténuation et une adaptation efficaces, les pertes et les dommages continueront d'affecter de manière disproportionnée les populations les plus pauvres et les plus vulnérables. »³²

« Les pertes et les dommages sont inégalement répartis entre les systèmes, les régions et les secteurs (*niveau de confiance élevé*). Les pertes culturelles, liées au patrimoine matériel et immatériel, menacent la capacité d'adaptation et peuvent entraîner des pertes irrévocables du sentiment d'appartenance, de la valeur des pratiques culturelles, de l'identité et du foyer, en particulier pour les peuples autochtones et ceux qui, au regard de leur subsistance, dépendent plus directement de l'environnement (*niveau de confiance élevé*). »³³

« Les pays dont la vulnérabilité moyenne est relativement faible comptent souvent des groupes très vulnérables au sein de leur population, et vice versa. »³⁴

²⁸ Ibid.

²⁹ Ibid., 89.

³⁰ Ibid., 87.

³¹ IPCC, 2019: Summary for Policymakers. In: *Climate Change and Land*, p.36 https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/4/2022/11/SRCCL_SPM.pdf

³² IPCC, 2023: Sections. In: *Climate Change 2023: Synthesis Report*. p. 62, https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_FullVolume.pdf.

³³ Ibid., 51.

³⁴ Ibid., 50.

LES TRANSFORMATIONS NÉCESSAIRES

« Les trajectoires compatibles avec les budgets carbone de 1,5°C et 2°C impliquent des réductions rapides, profondes et, dans la plupart des cas, immédiates des émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs (*niveau de confiance élevé*). »³⁵

« Des options faisables, efficaces et peu coûteuses d'atténuation et d'adaptation sont déjà disponibles (*niveau de confiance élevé*). »³⁶

« Atteindre des émissions nettes de gaz à effet de serre de zéro nécessite principalement des réductions importantes des émissions de CO₂ (dioxyde de carbone), de méthane et d'autres gaz à effet de serre, ce qui implique des émissions nettes de CO₂ négatives. »³⁷

« Dans les scénarios modélisés qui limitent le réchauffement à 1,5°C (> 50 %) sans surchauffe ou avec une surchauffe limitée, et dans ceux qui limitent le réchauffement à 2°C (> 67 %) et supposent une action immédiate, les émissions mondiales de GES devraient atteindre un pic au début des années 2020, suivi d'une réduction rapide et importante. »³⁸

« Limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C au lieu de 2°C augmenterait les coûts d'atténuation, mais aussi les avantages en termes de réduction des incidences et des risques connexes et de réduction des besoins d'adaptation (*niveau de confiance élevé*). »³⁹

« Des transitions rapides et profondes dans tous les secteurs et systèmes sont nécessaires pour parvenir à des réductions profondes et durables des émissions et assurer un avenir viable et durable pour tous (*niveau de confiance élevé*). »⁴⁰

« Les transitions systémiques rendent possible l'adaptation transformatrice nécessaire à des niveaux élevés de santé et de bien-être humain, de résilience économique et sociale, de santé des écosystèmes et de santé de la planète. »⁴¹

« Les actions d'atténuation et d'adaptation présentent plus de synergies que de compromis avec les objectifs de développement durable (ODD). »⁴²

³⁵ Ibid., 82.

³⁶ Ibid., 102.

³⁷ Ibid., 85.

³⁸ Ibid., 92.

³⁹ Ibid., 88.

⁴⁰ Ibid., 102.

⁴¹ Ibid.

⁴² Ibid., 108.

ÉNERGIE - DURABLE et PROPRE

« Limiter le réchauffement de la planète à 2°C ou moins laissera une quantité substantielle de combustibles fossiles non brûlés et pourrait bloquer une infrastructure considérable de combustibles fossiles (*niveau de confiance élevé*). »⁴³

« Les systèmes énergétiques à zéro CO2 impliquent : une réduction substantielle de l'utilisation globale des combustibles fossiles, une utilisation minimale des combustibles fossiles non encore exploités et le recours au piégeage et stockage du carbone dans les systèmes de combustibles fossiles restants ; des systèmes électriques qui n'émettent pas de CO2 net ; une électrification généralisée ; des vecteurs énergétiques alternatifs dans les applications qui se prêtent moins à l'électrification ; la conservation de l'énergie et l'efficacité énergétique ; et une plus grande intégration dans l'ensemble du système énergétique (*niveau de confiance élevé*). »⁴⁴

Les « combustibles fossiles non exploités » désignent les combustibles fossiles produits et utilisés sans intervention permettant de réduire considérablement la quantité de GES émise tout au long du cycle de vie. Par exemple, le captage de 90 % ou plus du CO2 des centrales électriques, ou de 50 à 80 % des émissions fugitives de méthane provenant de la fourniture d'énergie. »⁴⁵

« Le maintien de systèmes à forte intensité d'émissions peut, dans certaines régions et certains secteurs, s'avérer plus coûteux que la transition vers des systèmes à faibles émissions. »⁴⁶

« L'électricité d'origine photovoltaïque et éolienne est désormais moins chère que l'électricité d'origine fossile dans de nombreuses régions, les véhicules électriques sont de plus en plus compétitifs par rapport aux moteurs à combustion interne et le stockage à grande échelle des batteries sur les réseaux électriques est de plus en plus viable. »⁴⁷

« Plusieurs options d'atténuation, notamment l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'électrification des systèmes urbains, l'infrastructure verte, l'efficacité énergétique, la gestion de la demande, l'amélioration de la gestion des forêts, des cultures et des prairies, et la réduction du gaspillage et des pertes alimentaires, sont techniquement viables, de plus en plus rentables et généralement soutenues par le public, ce qui permet un déploiement accru dans de nombreuses régions (*niveau de confiance élevé*). »⁴⁸

⁴³ IPCC, 2022: Summary for Policymakers. In: *Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change*, p. 28, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/downloads/report/IPCC_AR6_WGIII_SummaryForPolicymakers.pdf.

⁴⁴ IPCC, 2023: Sections. In: *Climate Change 2023: Synthesis Report*. p. 104, https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_FullVolume.pdf.

⁴⁵ Ibid., 95, footnote 148.

⁴⁶ Ibid., 104.

⁴⁷ Ibid., 53.

⁴⁸ Ibid.

« La diversification de la production d'énergie (éolienne, solaire, hydroélectrique à petite échelle) et la gestion de la demande (stockage et amélioration de l'efficacité énergétique) peuvent accroître la fiabilité énergétique et réduire les vulnérabilités au changement climatique, en particulier dans les populations rurales (*niveau de confiance élevé*). »⁴⁹

« Dans le secteur de l'énergie, les transitions vers des systèmes à faibles émissions auront de multiples co-bénéfices, y compris des améliorations de la qualité de l'air et de la santé. Il existe des synergies potentielles entre le développement durable et, par exemple, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables (*niveau de confiance élevé*). »⁵⁰

« La réduction des émissions de GES dans l'industrie, le secteur des transports, les bâtiments et les zones urbaines peut être obtenue par une combinaison de mesures d'efficacité énergétique et de conservation de l'énergie et par une transition vers des technologies et des vecteurs énergétiques à faibles émissions de GES. »⁵¹

« La réduction des émissions de l'industrie nécessitera une action coordonnée tout au long des chaînes de valeur afin de promouvoir toutes les options d'atténuation, y compris la gestion de la demande, l'efficacité énergétique et des matériaux, les flux circulaires de matériaux, ainsi que les technologies de réduction et les changements transformatifs dans les processus de production (*niveau de confiance élevé*). »⁵²

TERRE et ALIMENTATION - DURABLES et RÉPARATRICES

« L'expansion agricole non durable, due en partie à des régimes alimentaires déséquilibrés, accroît la vulnérabilité des écosystèmes et de l'homme et entraîne une concurrence pour les terres et/ou les ressources en eau (*niveau de confiance élevé*). »⁵³

« Les options de gestion durable des terres [...] comprennent l'agroécologie (dont l'agroforesterie), l'agriculture de conservation et les pratiques forestières, la diversité des espèces cultivées et forestières, les rotations appropriées des cultures et des forêts, l'agriculture biologique, la lutte intégrée contre les ravageurs, la conservation des pollinisateurs, la collecte des eaux de pluie, la gestion des parcours et des pâturages, et les systèmes d'agriculture de précision. »⁵⁴

⁴⁹ Ibid., 104.

⁵⁰ Ibid., 88.

⁵¹ Ibid., 86.

⁵² Ibid., 104-105.

⁵³ Ibid., 50.

⁵⁴ IPCC, 2019: Summary for Policymakers. In: *Climate Change and Land*, p. 23, footnote 33, https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/4/2022/11/SRCCCL_SPM.pdf.

« Les mesures relatives à la demande (adoption de régimes alimentaires sains et durables et réduction des pertes et gaspillages alimentaires) et l'intensification agricole durable peuvent réduire la conversion des écosystèmes et les émissions de CH₄ et de N₂O, et libérer des terres pour le reboisement et la restauration des écosystèmes. »⁵⁵

« Les principes et pratiques agroécologiques et les autres approches qui fonctionnent avec les processus naturels soutiennent la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé et le bien-être, les moyens de subsistance et la biodiversité, la durabilité et les services écosystémiques (*niveau de confiance élevé*). »⁵⁶

« Les choix et les actions qui traitent les humains et les écosystèmes comme un système intégré s'appuient sur des connaissances diverses sur les risques climatiques, des approches équitables, justes et inclusives, et la gestion des écosystèmes. »⁵⁷

« Les infrastructures vertes/naturelles et bleues telles que les forêts urbaines, les toits verts, les étangs et les lacs, et la restauration des cours d'eau peuvent atténuer le changement climatique grâce à l'absorption et au stockage du carbone, aux émissions évitées et à la réduction de la consommation d'énergie, tout en réduisant les risques liés aux événements extrêmes tels que les vagues de chaleur, les fortes précipitations et les sécheresses, et en favorisant les avantages connexes pour la santé, le bien-être et les moyens de subsistance (*niveau de confiance élevé*). »⁵⁸

« Certaines options, telles que la conservation des écosystèmes à forte teneur en carbone (tourbières, zones humides, pâturages, mangroves et forêts), ont des effets immédiats, tandis que d'autres, telles que la restauration des écosystèmes à forte teneur en carbone, la remise en état des sols dégradés ou le reboisement, nécessitent des décennies pour produire des résultats mesurables (*niveau de confiance élevé*). »⁵⁹

« L'amélioration de la rétention naturelle de l'eau, par exemple par la restauration des zones humides et des rivières, l'aménagement du territoire tel que les zones non constructibles ou la gestion des forêts en amont, peuvent réduire davantage le risque d'inondation (*niveau de confiance élevé*). »⁶⁰

⁵⁵ IPCC, 2023: Sections. In: *Climate Change 2023: Synthesis Report*. p. 106, https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_FullVolume.pdf.

⁵⁶ Ibid., 56.

⁵⁷ Ibid., 114.

⁵⁸ Ibid., 105.

⁵⁹ Ibid., 106.

⁶⁰ Ibid.

« Le maintien de la résilience de la biodiversité et des services écosystémiques à l'échelle mondiale dépend de la conservation efficace et équitable d'environ 30 à 50 % des terres, des eaux douces et des océans de la planète, y compris des écosystèmes actuellement proches de l'état naturel (*niveau de confiance élevé*). »⁶¹

« La coopération et la prise de décision inclusive avec les communautés locales et les peuples indigènes, ainsi que la reconnaissance des droits inhérents des peuples indigènes, sont essentielles pour une adaptation réussie dans les forêts et les autres écosystèmes (*niveau de confiance élevé*). »⁶²

« L'adaptation peut générer de multiples avantages supplémentaires tels que l'amélioration de la productivité agricole, l'innovation, la santé et le bien-être, la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et la conservation de la biodiversité, ainsi que la réduction des risques et des dommages (*niveau de confiance élevé*). »⁶³

SYSTÈMES ÉCONOMIQUES - DURABLES et ÉQUITABLES

« L'éradication de l'extrême pauvreté et de la pauvreté énergétique, ainsi que la garantie d'un niveau de vie décent pour tous, conformément aux objectifs de développement durable à court terme, peuvent être réalisées sans croissance significative des émissions mondiales (*niveau de confiance élevé*). »⁶⁴

« La poursuite des modes de développement non durables actuels augmenterait l'exposition et la vulnérabilité des écosystèmes et des populations aux risques climatiques (*niveau de confiance élevé*). »⁶⁵

« Le développement résilient au climat intègre l'adaptation et l'atténuation des GES afin de favoriser le développement durable pour tous et toutes. »⁶⁶

⁶¹ Ibid.

⁶² Ibid.

⁶³ Ibid., 55.

⁶⁴ Ibid., 102.

⁶⁵ Ibid., 97.

⁶⁶ Ibid., 89.

« La réorientation des voies de développement vers la durabilité et la promotion d'un développement résilient au climat sont possibles lorsque les gouvernements, la société civile et le secteur privé font des choix de développement qui donnent la priorité à la réduction des risques, à l'équité et à la justice, et lorsque les processus de prise de décision, les financements et les actions sont intégrés à travers les niveaux de gouvernance, les secteurs et les périodes (*niveau de confiance élevé*). »⁶⁷

« Les personnes appartenant à un niveau socio-économique élevé contribuent de manière disproportionnée aux émissions et présentent le plus grand potentiel de réduction des émissions, par exemple en tant que citoyens, investisseurs, consommateurs, modèles et professionnels (*niveau de confiance élevé*). »⁶⁸

« Les voies modélisées qui supposent une utilisation plus efficace des ressources ou qui orientent le développement mondial vers la durabilité comportent moins de défis, tels que la dépendance à l'égard de l'élimination du dioxyde de carbone et la pression sur les terres et la biodiversité, et présentent les synergies les plus prononcées en ce qui concerne le développement durable (*niveau de confiance élevé*). »⁶⁹

« Les politiques de redistribution entre les secteurs et les régions qui protègent les pauvres et les personnes vulnérables, les filets de sécurité sociale, l'équité, l'inclusion et les transitions équitables, et ce à toutes les échelles, peuvent permettre des ambitions sociétales plus profondes et résoudre les compromis avec les objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'éducation, la faim, la pauvreté, le genre et l'accès à l'énergie (*niveau de confiance élevé*). »⁷⁰

« Au niveau mondial, le produit intérieur brut (PIB) par habitant et la croissance démographique sont restés les principaux moteurs des émissions de CO₂ provenant de la combustion de combustibles fossiles au cours de la dernière décennie (*niveau de confiance élevé*). »⁷¹

« Les progrès réalisés en matière d'éducation des femmes et de santé génésique, en particulier la planification familiale volontaire, peuvent grandement contribuer à réduire la croissance de la population mondiale. »⁷²

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ Ibid., 102.

⁶⁹ Ibid., 88.

⁷⁰ Ibid., 101.

⁷¹ M. Pathak, R. Slade, P.R. Shukla, J. Skea, R. Pichs-Madruga, D. Ürge-Vorsatz, 2022: Technical Summary. In: *Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change*. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA. p.60, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/downloads/report/IPCC_AR6_WGIII_TechnicalSummary.pdf.

⁷² Creutzig, F., J. Roy, P. Devine-Wright, J. Diaz-José, E.W. Geels, A. Grubler, N. Maïzi, E. Masanet, Y. Mulugetta, C.D. Onyigo, P.E. Perkins, A. Sanches-Pereira, E.U. Weber, 2022: Demand, services and social aspects of mitigation. In IPCC, 2022: *Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. p. 526, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/downloads/report/IPCC_AR6_WGIII_FullReport.pdf.

« L'atténuation du côté de la demande englobe les changements quant à l'utilisation des infrastructures, l'adoption de technologies pour l'utilisation finale et les changements socioculturels et comportementaux (*niveau de confiance élevé*). »⁷³

« [La suffisance est] un ensemble de mesures et de pratiques quotidiennes qui permettent d'éviter la demande d'énergie, de matériaux, de terres et d'eau tout en assurant le bien-être de tous et toutes dans les limites de ce que peut offrir la planète. »⁷⁴

« Les mesures de suffisance peuvent limiter la demande d'énergie et de matériaux tout au long du cycle de vie des bâtiments et des appareils (*niveau de confiance élevé*). »⁷⁵

« La combinaison de l'atténuation au travers d'actions visant à modifier les voies de développement, telles que des politiques sectorielles générales, des approches qui induisent des changements de mode de vie ou de comportement, une réglementation financière ou des politiques macroéconomiques, peut permettre de surmonter les obstacles et d'ouvrir un éventail plus large d'options d'atténuation (*niveau de confiance élevé*). »⁷⁶

« Il existe des options au regard de la conception d'instruments tels que les taxes, les subventions, les prix et les approches basées sur la consommation, complétés par des instruments réglementaires visant à réduire la consommation à fortes émissions tout en améliorant l'équité et le bien-être de la société (*niveau de confiance élevé*). »⁷⁷

« De nombreux instruments réglementaires et économiques ont déjà été déployés avec succès. Ces instruments pourraient favoriser des réductions d'émissions importantes s'ils étaient renforcés et appliqués à plus grande échelle. »⁷⁸

« La suppression des subventions aux combustibles fossiles permettrait de réduire les émissions, d'améliorer les recettes publiques et les résultats macroéconomiques, et d'obtenir d'autres avantages en matière d'environnement et de développement durable, tels que l'amélioration des recettes publiques, des résultats macroéconomiques et de la durabilité ; la suppression des subventions peut avoir des impacts défavorables sur la répartition, en particulier sur les

⁷³ IPCC, 2023: Sections. In: *Climate Change 2023: Synthesis Report*. p. 102, https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_FullVolume.pdf.

⁷⁴ *Ibid.*, 105, footnote 155.

⁷⁵ *Ibid.*, 105.

⁷⁶ *Ibid.*, 89.

⁷⁷ *Ibid.*, 102.

⁷⁸ *Ibid.*, 110.

groupes les plus vulnérables économiquement, qui, dans certains cas, peuvent être atténués par des mesures telles que la redistribution des revenus épargnés, et dépendent des circonstances nationales (*niveau de confiance élevé*). »⁷⁹

« Les recettes provenant des taxes sur le carbone ou de l'échange de droits d'émission peuvent être utilisées pour des objectifs d'équité et de distribution, par exemple pour soutenir les ménages à faible revenu, entre autres approches (*niveau de confiance élevé*). »⁸⁰

La RELIANCE comme un DANGER

« Une gouvernance efficace est nécessaire pour limiter les compromis de certaines options d'atténuation telles que le boisement à grande échelle et les options bioénergétiques en raison des risques liés à leur déploiement pour les systèmes alimentaires, la biodiversité, d'autres fonctions et services écosystémiques et les moyens de subsistance (*niveau de confiance élevé*). »⁸¹

« Le reboisement, l'amélioration de la gestion forestière, la séquestration du carbone dans le sol, la restauration des tourbières et la gestion du carbone bleu côtier sont des exemples de méthodes de réduction du dioxyde de carbone (CDR) susceptibles d'améliorer la biodiversité et les fonctions des écosystèmes, l'emploi et les moyens de subsistance locaux, selon le contexte. Toutefois, le boisement ou la production de cultures de biomasse pour la bioénergie avec piégeage et stockage du dioxyde de carbone ou le biochar peuvent avoir des impacts socio-économiques et environnementaux défavorables, notamment sur la biodiversité, la sécurité alimentaire et hydrique, les moyens de subsistance locaux et les droits des peuples autochtones, en particulier s'ils sont mis en œuvre à grande échelle et lorsque le régime foncier n'est pas sûr (*niveau de confiance élevé*). »⁸²

« Le déploiement du boisement sur des terres naturellement non boisées, ou une bioénergie incorrectement mise en œuvre, avec ou sans piégeage et stockage du carbone, peut aggraver les risques liés au climat pour la biodiversité, la sécurité hydrique et alimentaire, et les moyens de subsistance, surtout s'il est mis en œuvre à grande échelle, en particulier dans les régions où le régime foncier n'est pas sûr (*niveau de confiance élevé*). »⁸³

⁷⁹ Ibid., 111.

⁸⁰ Ibid., 110-111.

⁸¹ Ibid., 108.

⁸² Ibid., 88.

⁸³ IPCC, 2022: *Summary for Policymakers: Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, p.19 https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_SummaryForPolicymakers.pdf

« La conversion à grande échelle des terres pour la bioénergie, le biochar ou le boisement peut accroître les risques pour la biodiversité, l'eau et la sécurité alimentaire. »⁸⁴

« L'innovation technologique peut entraîner des compromis qui incluent des externalités telles que des impacts environnementaux nouveaux et plus importants ainsi que des inégalités sociales ; des effets de rebond conduisant à des réductions d'émissions nettes plus faibles, voire à des émissions accrues ; et une dépendance excessive à l'égard des connaissances et des fournisseurs étrangers (*niveau de confiance élevé*). »⁸⁵

« La mise en œuvre du stockage du carbone se heurte actuellement à des obstacles technologiques, économiques, institutionnels, écologiques, environnementaux et socioculturels. Actuellement, les taux mondiaux de déploiement du CSC sont bien inférieurs à ceux des trajectoires modélisées limitant le réchauffement de la planète à 1,5°C à 2°C (*niveau de confiance élevé*). »⁸⁶

« Les approches de modification du rayonnement solaire (SRM), si elles devaient être mises en œuvre, introduisent un large éventail de nouveaux risques pour les personnes et les écosystèmes, qui ne sont pas bien compris. »⁸⁷

« Les effets de la SRM dépendraient de l'approche spécifique utilisée, et une cessation soudaine et durable des SRM dans un scénario d'émissions de CO₂ élevées entraînerait un changement climatique rapide (*niveau de confiance élevé*). Les SRM n'empêcheraient pas l'augmentation des concentrations de CO₂ dans l'atmosphère et ne réduiraient pas l'acidification des océans qui en résulterait si les émissions anthropiques devaient se poursuivre (*niveau de confiance élevé*). »⁸⁸

⁸⁴ IPCC, 2023: Sections. In: *Climate Change 2023: Synthesis Report*. p. 106, https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_FullVolume.pdf.

⁸⁵ Ibid., 114.

⁸⁶ Ibid., 86, footnote 136.

⁸⁷ Ibid., 72.

⁸⁸ Ibid.

On estime que de nombreuses options disponibles aujourd’hui dans tous les secteurs peuvent offrir un potentiel substantiel de réduction des émissions nettes d’ici 2030. Les potentiels et coûts relatifs varieront d’un pays à l’autre et à plus long terme par rapport à 2030.

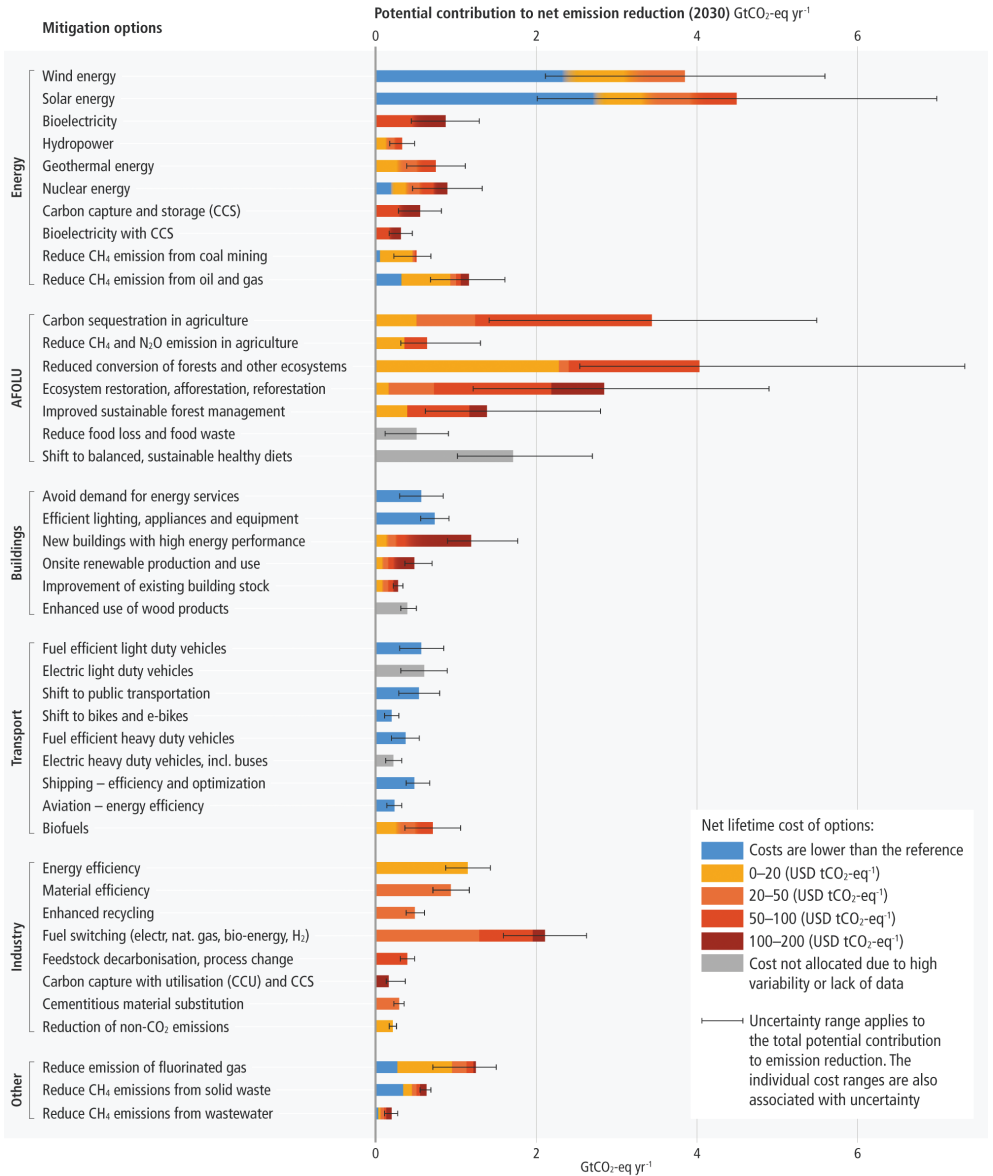


Figure SPM.7 from IPCC, 2022: Summary for Policymakers [P.R. Shukla, J. Skea, A. Reisinger, R. Slade, R. Fradera, M. Pathak, A. Al Khourdajie, M. Belkacemi, R. van Diemen, A. Hasija, G. Lisboa, S. Luz, J. Malley, D. McCollum, S. Some, P. Vyas, (eds.)]. In: *Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [P.R. Shukla, J. Skea, R. Slade, A. Al Khourdajie, R. van Diemen, D. McCollum, M. Pathak, S. Some, P. Vyas, R. Fradera, M. Belkacemi, A. Hasija, G. Lisboa, S. Luz, J. Malley, (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA. doi: 10.1017/9781009157926.001.

PROTÉGER la SANTÉ grâce à L'ACTION CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

« Dans les régions évaluées, certains problèmes de santé mentale sont associés à la hausse des températures (*niveau de confiance élevé*), aux traumatismes causés par des événements extrêmes (*niveau de confiance élevé*) et à la perte des moyens de subsistance et de la culture (*niveau de confiance élevé*). »⁸⁹

« Les températures extrêmes, y compris les vagues de canicule, se sont intensifiées dans les villes (*niveau de confiance élevé*), où elles ont également aggravé les épisodes de pollution de l'air (*niveau de confiance moyen*) et limité le fonctionnement des infrastructures clés (*niveau de confiance élevé*). »⁹⁰

« De nombreuses mesures d'atténuation auraient des effets bénéfiques sur la santé grâce à la réduction de la pollution atmosphérique, à la mobilité active (par exemple, la marche, le vélo) et à l'adoption de régimes alimentaires sains et durables (*niveau de confiance élevé*). »⁹¹

« Les avantages de l'amélioration de la qualité de l'air comprennent la prévention des décès prématurés, des maladies chroniques et des dommages causés aux écosystèmes et aux cultures liés à la pollution de l'air. »⁹²

« Des régimes alimentaires sains, équilibrés et durables et une réduction des pertes et gaspillages alimentaires offrent d'importantes possibilités d'adaptation et d'atténuation tout en générant des avantages connexes significatifs en termes de biodiversité et de santé humaine (*niveau de confiance élevé*). »⁹³

« La combinaison de l'atténuation avec des politiques visant à modifier les voies de développement, des politiques qui induisent des changements de mode de vie ou de comportement, par exemple, des mesures favorisant les zones urbaines praticables combinées à l'électrification et aux énergies renouvelables, peut créer des co-bénéfices pour la santé grâce à un air plus pur et à une mobilité active accrue (*niveau de confiance élevé*). »⁹⁴

DES POLITIQUES CLIMATIQUES RÉUSSIES ET SOUTENUES PAR LES CITOYENS ET LES CITOYENNES

« L'équité, l'inclusion, les transitions équitables, la participation large et significative de tous les acteurs concernés à la prise de décision à toutes les échelles permettent d'approfondir les ambitions sociétales en matière d'atténuation accélérée et d'action climatique de manière plus générale, et renforcent la confiance sociale, soutiennent les changements transformateurs et un partage équitable des avantages et des charges (*niveau de confiance élevé*). »⁹⁵

⁸⁹ Ibid., 50-51.

⁹⁰ Ibid., 50.

⁹¹ Ibid., 26.

⁹² Ibid., 95.

⁹³ Ibid., 106.

⁹⁴ Ibid., 53.

⁹⁵ Ibid., 101.

« La mise en œuvre des principes de la transition juste par des processus décisionnels collectifs et participatifs est un moyen efficace d'intégrer les principes d'équité dans les politiques à toutes les échelles en fonction des circonstances nationales, tandis que plusieurs pays ont mis en place des commissions de transition juste, des groupes de travail et des politiques nationales (*niveau de confiance moyen*). »⁹⁶

« Le fait de s'appuyer sur des connaissances et des partenariats divers, notamment avec les femmes, les jeunes, les peuples autochtones, les communautés locales et les minorités ethniques, peut faciliter un développement résilient au changement climatique et a permis de trouver des solutions appropriées au niveau local et socialement acceptables (*niveau de confiance élevé*). »⁹⁷

« Les mesures d'adaptation et d'atténuation, à toutes les échelles, dans tous les secteurs et régions, qui donnent la priorité à l'équité, à la justice climatique, aux approches fondées sur les droits, à la justice sociale et à l'inclusivité, aboutissent à des résultats plus durables, réduisent les compromis, soutiennent le changement transformateur et font progresser le développement résilient au changement climatique (*niveau de confiance élevé*). »⁹⁸

« Les résultats en matière d'adaptation pour les plus vulnérables au sein des pays et des régions, ainsi qu'entre eux, sont renforcés par des approches axées sur l'équité, l'inclusion et celles fondées sur les droits, y compris pour 3,3 à 3,6 milliards de personnes vivant dans des contextes très vulnérables au changement climatique (*niveau de confiance élevé*). »⁹⁹

« Une participation significative et une planification inclusive, fondées sur les valeurs culturelles, les connaissances indigènes, les connaissances locales et les connaissances scientifiques peuvent aider à combler les lacunes en matière d'adaptation et à éviter une mauvaise adaptation (*niveau de confiance élevé*). »¹⁰⁰

« L'engagement des peuples autochtones et des communautés locales au moyen d'une transition juste et d'approches décisionnelles fondées sur les droits, mises en œuvre par le biais de processus décisionnels collectifs et participatifs, a permis d'approfondir les ambitions et d'accélérer l'action de différentes manières et à toutes les échelles, en fonction des circonstances nationales (*niveau de confiance moyen*). »¹⁰¹

⁹⁶ Ibid., 102.

⁹⁷ Ibid., 110.

⁹⁸ Ibid., 101.

⁹⁹ Ibid.

¹⁰⁰ Ibid.

¹⁰¹ Ibid., 52.

« Une gouvernance climatique efficace et équitable repose sur l'engagement des acteurs de la société civile, des acteurs politiques, des entreprises, des jeunes, des syndicats, des médias, des peuples autochtones et des communautés locales (*niveau de confiance moyen*). »¹⁰²

« Les vulnérabilités et les risques climatiques sont souvent réduits grâce à des lois, des politiques, des processus participatifs et des interventions soigneusement conçus et mis en œuvre qui s'attaquent aux inégalités spécifiques au contexte, telles que celles fondées sur le genre, l'appartenance ethnique, le handicap, l'âge, le lieu de résidence et le revenu (*niveau de confiance élevé*). »¹⁰³

« Les combinaisons de politiques qui incluent l'assurance météorologique et l'assurance maladie, la protection sociale et les filets de sécurité adaptatifs, le financement contingent et les fonds de réserve, et l'accès universel aux systèmes d'alerte précoce associés à des plans d'urgence efficaces, peuvent réduire la vulnérabilité et l'exposition des systèmes humains (*niveau de confiance élevé*). »¹⁰⁴

« Les options socioculturelles et les changements comportementaux peuvent réduire les émissions globales de GES des secteurs d'utilisation finale, la majeure partie du potentiel se trouvant dans les pays développés, s'ils sont combinés à une amélioration de la conception des infrastructures et de l'accès à celles-ci (*niveau de confiance élevé*). »¹⁰⁵

« Les émissions de GES liées aux transports peuvent être réduites grâce à des options axées sur la demande et à des technologies à faibles émissions de GES. Les modifications de la forme urbaine, la réaffectation de l'espace routier au vélo et à la marche, la numérisation (par exemple, le télétravail) et les programmes qui encouragent les changements de comportement des consommateurs (par exemple, le transport, la tarification) peuvent réduire la demande de services de transport et soutenir le passage à des modes de transport plus efficaces sur le plan énergétique (*niveau de confiance élevé*). »¹⁰⁶

« La connaissance du climat et les informations fournies par les services climatologiques et les approches communautaires, y compris celles qui s'appuient sur les savoirs autochtones et locaux, peuvent accélérer les changements de comportement et la planification (*niveau de confiance élevé*). »¹⁰⁷

« La façon dont les choix sont présentés peut permettre l'adoption d'options socioculturelles à faible intensité de GES, telles que l'adoption de régimes alimentaires sains, équilibrés et durables, la réduction du gaspillage alimentaire et la mobilité active (*niveau de confiance élevé*). »¹⁰⁸

¹⁰² Ibid., 53.

¹⁰³ Ibid., 110.

¹⁰⁴ Ibid., 107.

¹⁰⁵ Ibid., 86.

¹⁰⁶ Ibid., 105.

¹⁰⁷ Ibid., 107.

¹⁰⁸ Ibid.

« Dans certains cas, les discours publics des médias et des mouvements opposants organisés ont entravé l'action climatique, exacerbant le sentiment d'impuissance et la désinformation et alimentant la polarisation, avec des implications négatives au regard de l'action climatique (*niveau de confiance élevé*). »¹⁰⁹

« Il existe des synergies potentielles entre les multiples objectifs de développement durable et l'aménagement du territoire et l'urbanisme durables, avec davantage d'espaces verts, une réduction de la pollution atmosphérique et une atténuation de la demande, y compris l'adoption d'un régime alimentaire sain, équilibré et durable. L'électrification combinée à l'utilisation d'énergies à faibles émissions de gaz à effet de serre et au passage aux transports publics peut améliorer la santé et l'emploi et contribuer à la sécurité énergétique et à l'équité (*niveau de confiance élevé*). »¹¹⁰

« Les filets de sécurité sociale qui soutiennent l'adaptation au changement climatique ont d'importantes retombées positives sur les objectifs de développement tels que l'éducation, la réduction de la pauvreté, l'inclusion du genre et la sécurité alimentaire. »¹¹¹

ARGENT et POUVOIR

« Le financement, la coopération internationale et la technologie sont des éléments essentiels pour accélérer l'action climatique. Si les objectifs climatiques doivent être atteints, le financement de l'adaptation et de l'atténuation devra augmenter de manière considérable. »¹¹²

« L'élargissement de l'accès équitable aux financements nationaux et internationaux, aux technologies et aux capacités peut également servir de catalyseur pour accélérer l'atténuation et modifier les voies de développement dans les contextes à faible revenu (*niveau de confiance élevé*). »¹¹³

« En 2018, les flux de finances climatiques publiques et privées mobilisées publiquement des pays développés vers les pays en développement étaient inférieurs à l'objectif collectif fixé dans le cadre de la CCNUCC et de l'Accord de Paris de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 dans le contexte d'une action d'atténuation significative et de transparence sur la mise en œuvre (*niveau de confiance moyen*). »¹¹⁴

¹⁰⁹ Ibid., 52.

¹¹⁰ Ibid., 108.

¹¹¹ Ibid.

¹¹² Ibid., 111.

¹¹³ Ibid., 102.

¹¹⁴ Ibid., 62.

« Le financement de l'adaptation et de l'atténuation doit être multiplié pour faire face aux risques climatiques croissants et pour accélérer les investissements dans la réduction des émissions (*niveau de confiance élevé*). »¹¹⁵

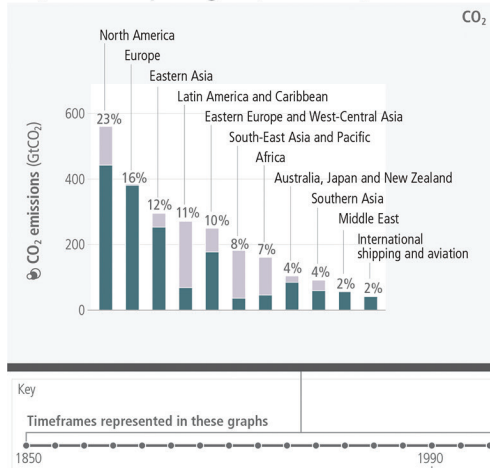
« Un soutien financier accéléré des pays développés aux pays en développement et d'autres sources est indispensable pour renforcer l'action d'atténuation. »¹¹⁶

« Les capitaux et liquidités au niveau mondial sont suffisants pour combler les déficits d'investissement, compte tenu de la taille du système financier mondial, mais il existe des obstacles à la réorientation des capitaux vers l'action climatique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du secteur financier mondial, et dans le contexte des vulnérabilités économiques et de l'endettement auxquels sont confrontés de nombreux pays en développement (*niveau de confiance élevé*). »¹¹⁷

« En intégrant l'équité et la justice climatique, les politiques nationales et internationales peuvent contribuer à faciliter la réorientation des voies de développement vers la durabilité, notamment en mobilisant et améliorant l'accès au financement pour les régions, les secteurs et les communautés vulnérables (*niveau de confiance élevé*). »¹¹⁸

Les émissions ont augmenté dans la plupart des régions, mais sont réparties de manière inégale, à la fois aujourd'hui et cumulativement depuis 1850.

a) Émissions anthropiques nettes cumulées de CO2 par région (1850-2019)



b) Émissions anthropiques nettes de GES par habitant et pour la population totale, par région (2019)

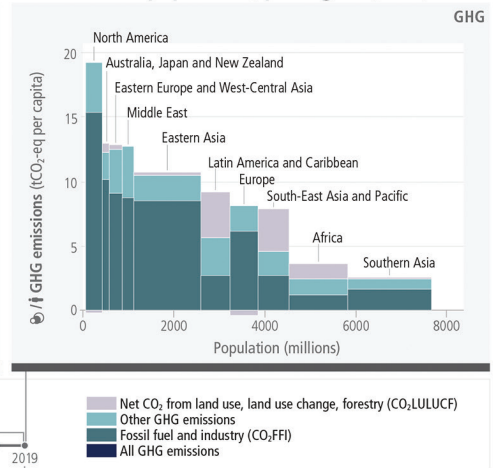


Figure 2.2 (a) and (b) from IPCC, 2023: Current Status and Trends. In: *Climate Change 2023: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Core Writing Team, H. Lee and J. Romero (eds.)]. IPCC, Geneva, Switzerland, pp. 35-115, doi: 10.59327/IPCC/AR6-9789291691647.

¹¹⁵ Ibid., 111.
¹¹⁶ Ibid., 62.

¹¹⁷ Ibid., 112.
¹¹⁸ Ibid.

LES POLITIQUES

« Mondialement, les ménages dont les revenus se situent dans la tranche supérieure de 10 % contribuent à hauteur de 36 à 45 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (preuves solides, accord moyen). »¹¹⁹

« Les communautés vulnérables qui ont historiquement le moins contribué au changement climatique actuel sont affectées de manière disproportionnée (*niveau de confiance élevé*). »¹²⁰

« Pour chaque 1000 GtCO₂ émis par l'activité humaine, la température moyenne mondiale augmente probablement de 0,27°C à 0,63°C (meilleure estimation de 0,45°C). Cette relation implique qu'il existe un budget carbone fini qui ne peut être dépassé afin de limiter le réchauffement à un niveau donné. »¹²¹

« Sur la base d'estimations centrales uniquement, les émissions nettes de CO₂ cumulées entre 1850 et 2019 représentent environ quatre cinquièmes du budget carbone total pour une probabilité de 50 % de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C et environ deux tiers du budget carbone total pour une probabilité de 67 % de limiter le réchauffement climatique à 2°C. »¹²²

« L'adoption de technologies à faibles émissions est à la traîne dans la plupart des pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés, en partie à cause de conditions défavorables, notamment un manque de financement, de développement et de transfert de technologies, et de capacités. »¹²³

« Des mouvements sociaux de masse ont émergé en tant qu'agents catalyseurs dans certaines régions, s'appuyant souvent sur des mouvements antérieurs, y compris des mouvements dirigés par des peuples autochtones, des mouvements de jeunes, des mouvements de défense des droits de l'homme, l'activisme en faveur de l'égalité des genres et des litiges climatiques, qui sensibilisent et, dans certains cas, ont influencé les résultats et l'ambition de la gouvernance climatique (*niveau de confiance élevé*). »¹²⁴

« En 2020, des lois axées principalement sur la réduction des émissions de GES existaient dans 56 pays, couvrant 53 % des émissions mondiales (*niveau de confiance élevé*). »¹²⁵

¹¹⁹ M. Pathak et al., 2022: Technical Summary. In: *Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change*, p. 65, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/downloads/report/IPCC_AR6_WGI-II_TechnicalSummary.pdf.

¹²⁰ IPCC, 2023: Sections. In: *Climate Change 2023: Synthesis Report*. p. 42, https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_FullVolume.pdf.

¹²¹ Ibid., 82.

¹²² Ibid.

¹²³ Ibid., 61.

¹²⁴ Ibid., 52.

¹²⁵ Ibid.

« Les litiges liés au climat se multiplient, avec un grand nombre d'affaires dans certains pays développés, et un nombre beaucoup plus restreint dans certains pays en développement, et ils ont parfois influencé les résultats et l'ambition de la gouvernance climatique (*niveau de confiance élevé*). »¹²⁶

« Les efforts de gouvernance multilatérale peuvent aider à concilier des intérêts, des visions du monde et des valeurs contestés sur la manière de faire face au changement climatique... Des améliorations des structures de gouvernance nationales et internationales permettraient de décarboniser davantage la navigation et l'aviation en déployant des carburants à faibles émissions, par exemple grâce à des normes plus strictes en matière d'efficacité et d'intensité des émissions de carbone. »¹²⁷

« En intégrant l'équité et la justice climatique, les politiques nationales et internationales peuvent contribuer à faciliter la réorientation des voies de développement vers la durabilité, notamment en mobilisant et améliorant l'accès au financement pour les régions, les secteurs et les communautés vulnérables (*niveau de confiance élevé*). »¹²⁸

« La coopération internationale en matière d'innovation fonctionne mieux lorsqu'elle est adaptée aux chaînes de valeur locales et qu'elle leur est bénéfique, lorsque les partenaires collaborent sur un pied d'égalité et lorsque le renforcement des capacités fait partie intégrante de l'effort (*niveau de confiance moyen*). »¹²⁹

« Une action efficace dans tous les domaines précédemment mentionnés nécessitera un engagement politique à court terme et un suivi, une coopération sociale, un financement et des politiques intersectorielles plus intégrées, ainsi qu'un soutien et des actions (*niveau de confiance élevé*). »¹³⁰

¹²⁶ Ibid., 110.

¹²⁷ Ibid., 112.

¹²⁸ Ibid.

¹²⁹ Ibid., 114.

¹³⁰ Ibid., 115.

BIBLIOGRAPHIE

- Creutzig, F., J. Roy, P. Devine-Wright, J. Díaz-José, F.W. Geels, A. Grubler, N. Maïzi, E. Masanet, Y. Mu-lugetta, C.D. Onyige, P.E. Perkins, A. Sanches-Pereira, E.U. Weber, 2022: Demand, services and social aspects of mitigation. In *IPCC, 2022: Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [P.R. Shukla, J. Skea, R. Slade, A. Al Khourdajie, R. van Diemen, D. McCollum, M. Pathak, S. Some, P. Vyas, R. Fradera, M. Belkacemi, A. Hasija, G. Lisboa, S. Luz, J. Malley, (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA. doi: 10.1017/9781009157926.007.
- IPCC, 2019: Summary for Policymakers. In: *Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems* [P.R. Shukla, J. Skea, E. Calvo Buendia, V. Masson-Delmotte, H.- O. Pörtner, D. C. Roberts, P. Zhai, R. Slade, S. Connors, R. van Diemen, M. Ferrat, E. Haughey, S. Luz, S. Neogi, M. Pathak, J. Petzold, J. Portugal Pereira, P. Vyas, E. Huntley, K. Kissick, M. Belkacemi, J. Malley, (eds.)]. <https://doi.org/10.1017/9781009157988.001>.
- IPCC, 2021: Summary for Policymakers. In: *Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M.I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J.B.R. Matthews, T.K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu, and B. Zhou (eds.)]. In Press.
- IPCC, 2022: Summary for Policymakers [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, M. Tignor, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem (eds.)]. In: *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, pp. 3–33, doi:10.1017/9781009325844.001.
- IPCC, 2022: Summary for Policymakers [P.R. Shukla, J. Skea, A. Reisinger, R. Slade, R. Fradera, M. Pathak, A. Al Khourdajie, M. Belkacemi, R. van Diemen, A. Hasija, G. Lisboa, S. Luz, J. Malley, D. McCollum, S. Some, P. Vyas, (eds.)]. In: *Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [P.R. Shukla, J. Skea, R. Slade, A. Al Khourdajie, R. van Diemen, D. McCollum, M. Pathak, S. Some, P. Vyas, R. Fradera, M. Belkacemi, A. Hasija, G. Lisboa, S. Luz, J. Malley, (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA. doi: 10.1017/9781009157926.001.
- IPCC, 2023: *Climate Change 2023: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Core Writing Team, H. Lee and J. Romero (eds.)]. IPCC, Geneva, Switzerland, 184 pp., doi: 10.59327/IPCC/AR6-9789291691647.
- M. Pathak, R. Slade, P.R. Shukla, J. Skea, R. Pichs-Madruga, D. Üрге-Vorsatz, 2022: Technical Summary. In: *Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [P.R. Shukla, J. Skea, R. Slade, A. Al Khourdajie, R. van Diemen, D. McCollum, M. Pathak, S. Some, P. Vyas, R. Fradera, M. Belkacemi, A. Hasija, G. Lisboa, S. Luz, J. Malley, (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA. doi: 10.1017/9781009157926.002.



Le Bureau Quaker auprès des Nations Unies

Le Bureau Quaker auprès des Nations Unies, situé à Genève et à New York, représente le Comité consultatif mondial des Amis (Quakers), une organisation internationale non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès des Nations Unies.

QUNO s'efforce de promouvoir les préoccupations de paix et de justice des Amis (Quakers) du monde entier auprès de l'ONU et d'autres institutions mondiales. Il est soutenu par l'American Friends Service Committee, l'Assemblée annuelle de Grande-Bretagne, la communauté mondiale des Amis, d'autres groupes et de particuliers.

Bureaux de QUNO :

À Genève :
13 Avenue du Mervelet
1209 Genève
Suisse
Tél : +41 22 748 4800
Fax : +41 22 748 4819
quuno@quuno.ch

À New York :
777 UN Plaza
New York, NY 10017
États-Unis
Tél : +1 212 682 2745
Fax : +1 212 983 0034
quonony@afsc.org

quuno.org

Image de la page de couverture : Shutterstock, auteur : Jacob Lund